



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

N° 2 Juillet 2016

**Migrations féminines du travail agricole :
Une voie pour sortir de la pauvreté ?**

**Female agricultural labour migration:
Is a pathway out of poverty?**

Samiha SALHI

Doctorante en sociologie

Formation : Changement Social et Développement Local

Faculté des lettres et des sciences humaines-Université Mohammed V-Rabat.

Courriel : Salhi.samiha09@gmail.com

Directeur de thèse : Abdelrhani MOUNDIB:

Professeur chercheur - FLSH - RABAT

Courriel: abdelrhanimoundib@gmail.com

Résumé

Au Maroc, la mobilité des ruraux représente une dimension fondamentale dans leur stratégie de maintien à l'égard d'un milieu marqué par la pauvreté et la dépendance à l'agriculture familiale comme principale source de revenu. Cette mobilité reste donc un élément important des stratégies de gestion des risques de plusieurs ménages ruraux. Étant un maillon important de la paysannerie marocaine, les femmes se sont trouvées dans un état de déstabilisation et dans la nécessité de trouver un travail. Or, au moment où certaines femmes ont choisi l'espace urbain ou périurbain pour y travailler et/ou y vivre, d'autres, par contre, ont trouvé que la seule issue à cette situation est dans l'orientation vers d'autres régions à vocation agricole.

En se basant sur les résultats qualitatifs d'un travail empirique mené dans la région de Souss Massa et la région de l'Oriental auprès de la main d'œuvre agricole féminine, cet article montre que la migration pour le travail agricole a donné aux femmes l'opportunité d'accéder à un revenu permettant l'amélioration de leurs conditions de vie et l'augmentation de leur autonomie économique. Toutefois, cette *pseudo-autonomie* peut à tout moment être redéfini et renégocié en fonction du travail offert lui-même du fait qu'il est précaire et qui ne répond pas aux exigences d'une activité professionnelle qualifiée, stable et bien rémunérée.

Mots clés : Femmes, migration interne, travail agricole, pauvreté, autonomie économique.

Abstract

The mobility of rural Moroccan population embodies a fundamental dimension in their strategies of coping regarding to an environment characterized by poverty and domestic agriculture's dependency as their main source of income. This mobility represents a key component of risk-management strategies for many rural households. Women, being a significant category in Moroccan rural areas, found themselves in a critical situation and obliged to find a job outside. However, at the time when some women migrate to urban and suburban areas to work and/or to live, others, though, found that the only way out to this situation is the referral to regions that are essentially agricultural.

Based on the qualitative results of an empirical fieldwork towards female agricultural workforce at Souss-massa and l'Oriental regions of Morocco, this article seeks to demonstrate that the agricultural labour migration provides to women an income that contributes to improving their living conditions and of their families as it enhances their economic autonomy. Nonetheless, this *pseudo-autonomy* may at any time be redefined and renegotiated because of the work provided to women characterized by the precariousness conditions which does not meet the requirements of qualified, steady and well-paying professional activity.

Keywords: women, internal migration, agricultural labour, poverty, economic autonomy.

1. Introduction :

La pauvreté rurale est souvent expliquée par les perspectives économiques limitées et par les désavantages enracinés dans les inégalités sociales et politiques (FIDA, 2011). Or, bien que les moyens d'existence des ménages ruraux pauvres sont variables, il est à noter que l'agriculture paysanne, le travail salarié agricole, et la migration reste parmi les moyens dont les ménages ruraux dépendent (FIDA, 2011). Au Maroc, le monde rural perd chaque année une part capitale de sa force de travail en raison de la migration et de la mobilité continuelle de sa population. La mobilité des ruraux représente une dimension fondamentale dans leur stratégie de maintien à l'égard d'un milieu marqué par la pauvreté et la dépendance à l'agriculture familiale comme principale source de revenu. Cette mobilité reste donc un élément important des stratégies de gestion des risques de plusieurs ménages ruraux.

Face à un monde rural perturbé et dans un contexte culturel et social particulier, les femmes rurales se sont trouvées dans un état de déstabilisation et dans la nécessité de trouver un travail. Analphabètes pour la plupart et sans qualification, leur situation devient de plus en plus précaire. Les femmes rurales ont pris conscience qu'elles doivent faire face à leur pauvreté. Plusieurs d'entre elles ont répondu aux problèmes posés par des mobilités spatiales et ce, dans le but de surmonter leur pauvreté et améliorer les conditions de leurs vies et des leurs ou pour acquérir une certaine autonomie dans la société permettant leur évolution. Or, au moment où certaines femmes ont choisi l'espace urbain ou périurbain pour y travailler et/ou y vivre, d'autres, par contre, ont trouvé que la seule issue à cette situation est dans l'orientation vers d'autres régions à vocation agricole du fait que le travail agricole est socialement considéré comme une extension des tâches exercées par la femme rurale (Laroussi, 2003) et que celle-ci possède déjà un savoir-faire grâce à son appartenance à un milieu rural.

En se basant sur les résultats d'une enquête de terrain menée dans la région de Souss Massa et la région de l'Oriental auprès de la main d'œuvre agricole issue de la migration, cet article cherche à montrer dans quelle mesure la migration pour le travail agricole contribue à l'amélioration des conditions de vie des femmes et de leurs familles par conséquent. En d'autres termes, comment cela se traduit-il sur leur statut ? Dans ce contexte, nous essayerons

de comprendre si un travail rémunéré plus ou moins irrégulier a permis ou non aux femmes de négocier leur statut et d'accroître leur pouvoir au sein de la famille.

2. Méthodologie :

Cet article se base sur les résultats qualitatifs d'un travail empirique que nous avons réalisé auprès de la main d'œuvre agricole dans deux communes à forte activité agricole. Il s'agit de la commune de *Khmis Ait Amira* à la province *Chtouka Ait baha* dans la région de Souss-Massa et à *Douar ghraba 1 et 2* dans la province de Berkane dans la région de l'Oriental du Maroc. Les témoignages ont été recueillis lors des séjours de terrains réalisés entre 2012 et 2016.

Pour cet article, et dans une démarche qualitative, nous avons exploité les données de huit entretiens semi-directifs et de deux récits de vie des femmes mariées qui ont accepté de s'exprimer et de partager leurs expériences. Nous avons élaboré un guide d'entretien de façon à aller progressivement des questions générales qui concernent leur identité, composition familiale, mobilité, trajectoires... vers des questions spécifiques sur leur statut au sein de la famille : rapports avec les autres membres de la famille, la participation à la prise de décision au sein du foyer, la gestion de leurs revenus. L'objectif était de permettre aux participantes à notre enquête de construire un discours. Grâce aux entretiens nous avons eu des informations auxquelles nous ne attendons pas et nous avons pu comprendre certains problèmes : leurs enjeux, leurs mécanismes, les différents parties concernée, etc. Cette technique nous a permis par conséquent d'avoir maintes idées sur la situation de la population cible.

De même, Notre travail sur terrain était basé sur l'observation. Nous avons participé aux situations que nous avons observées car un certain degré d'implication était nécessaire pour saisir de l'intérieur les activités des ouvriers et des ouvrières agricoles et leur mode vie. Cette méthode en effet nous a permis de vivre la réalité des sujets observés et nous avons pu comprendre plusieurs mécanismes qui sont difficile à décrypter pour quiconque demeurant en situation d'extériorité. En s'infiltrant dans les sites de notre recherche, en s'intégrant avec plus de personnes : hommes, femmes, jeune filles, enfants..., en s'impliquant dans la vie du groupe, en participant au même titre qu'eux dans les travaux des champs, en partageant le même repas aux champs aussi bien au domicile, en partant ensemble pour découvrir d'autres sites, nous a donné un accès privilégié à des informations inaccessibles au moyen d'autres méthodes empiriques. Cette technique d'observation participante a entraîné inévitablement des relations de proximité, voire une familiarité avec certaines femmes.

3. Femmes rurales et migrations de travail : *l'hétérogénéité des stratégies*

L'hypothèse utilisée qui considère la migration comme un phénomène qui concerne essentiellement les hommes à la recherche d'un emploi a éclipsé pendant longtemps la présence des femmes dans les mobilités (Comoe, 2005). Le rôle des femmes dans les mouvements migratoires a été sous-estimé tant dans le discours scientifique que dans les représentations sociales (Oso, 2000). Les théories classiques de la migration ont confiné les femmes dans un rôle secondaire alors que la question de leur non-visibilité est renforcée aussi par deux enjeux : d'abord, les femmes qui migrent étaient considérées comme « passives » qui suivent les hommes à la recherche d'emploi (Oso Casas, 2004). Ensuite, le modèle familial patriarcal qui ne valorise pas la migration d'une femme seule en dehors de ses rôles traditionnels (Oso, 2000). La mobilité des femmes n'est valorisée que dans le cas où elle migre avec le conjoint ou le rejoint ou encore suit un membre de sa famille (Moroksavic, 2008). Cependant, la présence des femmes en tant qu'actrices de leurs migrations est un phénomène quantitativement significatif inscrit dans les courants migratoires féminins de caractère économique qui se sont développés (Oso, 2000). Les nouvelles organisations du monde du travail, notamment en agriculture, mobilisent particulièrement des ouvrières issues du monde rural (Jacquemin, Gueta-Bernard, 2011).

En effet, le fait d'être en mobilité révèle des situations contrastées. Suite aux contextes économiques, sociaux et environnementaux difficiles, les migrations ont été analysées comme un moyen de diversification des stratégies familiales de subsistance. Il s'agit d'une stratégie collective qui s'élabore généralement au sein de la famille comme un mécanisme d'*ajustement à une situation de crise* (Roulin, 2007). De même, la mobilité peut être analysée non seulement comme une stratégie de *survie* ou une stratégie *pour faire face à une crise* mais aussi comme une stratégie *d'amélioration des conditions de vie*, car les migrants peuvent aussi être issus des régions qui ne sont pas les plus pauvres et ils ne sont pas nécessairement les plus pauvres de leurs régions d'origine (Guénard et Chung, 2012). Or, si la migration constitue une stratégie élaborée par les individus pour surmonter leur pauvreté, ce constat reste difficile à généraliser du fait que l'interaction entre pauvreté et migration dépend du contexte spatio-temporel des sociétés concernées et de leurs singularités (Delaunay, 2007).

Le milieu rural est abordé en tant qu'espace caractérisé par la restructuration profonde des activités rurales, d'utilisation inégale des ressources naturelles, la rapide croissance de sa

population active et la faible capacité d'absorption des marchés du travail locaux ainsi que les conditions de vie précaires. Ces caractéristiques expliquent son abandon par des migrations ou par l'exode rural comme stratégies spatiales vers des environnements plus favorables (Delaunay, 2007). Les femmes rurales ont été sujettes à des dynamiques de mobilité pour la recherche d'un emploi garantissant des conditions de vie meilleures ; une situation engendrée par les nouveaux modes de monétarisation des sociétés rurales (Ait Ben Lmadani, 2012). Cependant, leur déscolarisation ou leur faible niveau de scolarité ne leur offre pas d'alternatives lors de la recherche d'emploi et ne leur permet donc pas d'accéder à des emplois stables et bien payés. À cet effet, plusieurs femmes rurales ont quitté leurs campagnes à la recherche d'un emploi chevauchant avec leurs qualifications ou leur savoir-faire. Or, bien que l'on reconnaisse l'existence de différentes pratiques de mobilité, la migration des femmes vers des zones rurales plus prospères en matière d'emploi agricole est pertinente et fait partie des stratégies élaborées. Cette mobilité vers des régions à vocation agricole s'explique comme une solution aux déséquilibres résultant d'un système économique entre des sites agricoles faiblement productifs et d'autres sites à forte productivité au sein desquels le travail agricole est soumis aux critères du processus de modernisation de l'agriculture.

4. Femmes et travail agricole : *entre opportunité et précarité*

Face au processus de la modernisation du secteur agricole, la demande d'une main d'œuvre flexible, bon marché mais aussi adéquate aux nouvelles exigences du marché du travail agricole est fortement recherchée. Fournir une main d'œuvre à bas coût constitue un facteur primordial dont l'exploitation permet aux exploitations agricoles de maximiser leurs profits et de se maintenir dans un marché concurrentiel. Les femmes sont devenues une très bonne alternative du fait qu'elles répondent aux critères régissant la demande de main d'œuvre : la disponibilité, la flexibilité, l'absence d'exigences et acceptation des conditions de travail offertes (Moreno, 2012). Ces exigences du marché du travail agricole entraînent conséquemment la précarité de cette main d'œuvre agricole qui considère ce travail, en revanche, comme *opportunité* permettant de générer un revenu.

L'incorporation des femmes au travail agricole a généré sa féminisation. Mais cette féminisation s'appuie sur des particularités liées à l'intégration différenciée par genre au travail et sur une segmentation sexuée à travers lesquelles les femmes se trouvent dans une situation d'inégalité au marché du travail. Ceci contribue en effet qu'à l'accentuation de leur précarité.

Au recrutement, la préférence est toujours donnée aux femmes et elles sont toujours recrutées parce qu'elles ne sont pas *exigeantes* et reçoivent un salaire inférieur par rapport à celui des hommes. Mais cet écart de salaire entre les hommes et les femmes s'appuie sur des inégalités souvent liées à une différenciation sexuée des tâches. Une différenciation est intrinsèquement acquise grâce à un processus de socialisation familial genré. Les hommes font toute activité qui demande une force physique alors que les femmes font des tâches qui sont d'une manière ou d'une autre réservées pour la gente féminine en raison de sa patience, sa précision dans le travail et sa minutie : « *les femmes ont un poids léger, et toute activité agricole proche à la terre est de leur spécialisation, par contre les hommes ont un poids lourd et ils ne peuvent pas se baisser à la terre et s'accroupir...* » (Entretien avec un agriculteur). Ainsi, la division du travail repose sur deux piliers organisateurs : le pilier de séparation basé sur la division des travaux entre les deux sexes et le pilier hiérarchique qui valorise le travail des hommes eu égard à la force qu'il demande et à sa pénibilité qui sont en eux-mêmes un construit social. Ce faisant, cette segmentation des occupations relègue les femmes à des occupations qui sont à la fois épuisantes et moins qualifiées et, de ce fait, moins rémunérées.

Les activités offertes aux femmes sont majoritairement occasionnelles et saisonnières. Ces activités, se situant souvent dans les périodes les plus intensives, se caractérisent par leurs irrégularités et leurs instabilités. Cette situation a en effet des conséquences sur la stabilité du travail des femmes et la stabilité du revenu. La justification de ce travail instable et irrégulier, qui entraîne par conséquent une précarité d'emploi, repose sur la représentation selon laquelle la place *normale* des femmes est à la maison (Hillenkamp, 2011) :

« *Les femmes ne sont pas toujours disponibles au moqaf à la recherche d'emploi. Elles ont d'autres occupations au cours de la semaine. Elles peuvent travailler 3 à 4 fois par semaine selon leur volonté. L'argent qu'elles peuvent tirer du travail agricole n'est que complémentaire au sein de la famille... C'est juste pour faire la tontine !* » (Entretien avec un ouvrier, 52 ans).

Les femmes sont particulièrement touchées par des conditions de travail et d'emploi irrégulières. De même, les conditions de travail qui leur sont imposées comme les moyens de transport, les salaires instables, les milieux insalubres sont des facteurs qui rendent leur situation précaire. De même, une autre particularité inhérente au travail agricole porte sur le rapport avec la terre et l'environnement agricole. L'exposition aux produits chimiques est souvent associée à des allergies, des irritations et des problèmes respiratoires qui peuvent

apparaître à long terme. Ainsi, l'exposition permanente à un soleil nocif, déclenche des coups de soleil et des insolation et des migraines chez les travailleurs agricoles qui travaillent surtout dans les champs. Des douleurs dorsales, des maladies ophtalmiques et des problèmes dermatologiques sont tant de problèmes que les femmes ont avancés. Cependant, le problème des maladies professionnelles est encore plus grave si l'on considère l'inaccessibilité à la sécurité sociale.

L'absence de la protection sociale est une *pratique habituelle* pour le travail agricole saisonnier. Lors de notre enquête de terrain, un agriculteur a expliqué cette situation par le choix volontaire des saisonniers-ières qui veulent éviter cette démarche de déclaration auprès de la sécurité sociale afin de maximiser leurs revenus. Alors, toute relation de consentement se tisse entre l'employeur et le saisonnier :

« Demander à un travailleur agricole de choisir entre un salaire égale au SMAG avec la réglementation de sa situation de couverture sociale ou un salaire élevé du SMAG sans réglementation, il va choisir le deuxième choix parce que son seul souci est d'avoir un salaire plus élevé. D'autre part, déclarer un ouvrier demande un contrat de travail qui peut engendrer ensuite une permanisation des travailleurs saisonniers mais l'agriculteur se trouve face à une main d'œuvre hétérogène parfois violente ; ne pas déclarer les ouvriers saisonniers donne une liberté à l'agriculteur de recruter et de résilier les personnes selon leurs savoir-faire ou leurs incompétences. » (Entretien avec un agriculteur à Berkane).

Lors des entretiens, les ouvrières affirment que leur travail est pénible et dur surtout parce que dans la réalité des pratiques, il incombe aux seules les femmes d'endosser le travail agricole et d'opérer une conciliation avec des responsabilités familiales. Mais suite à leur situation socio-économique fragile, elles se trouvent dans l'obligation d'accepter le travail malgré ses inconvénients et ses conditions.

5. Migrer pour sortir de la pauvreté ?

Malgré la précarité du travail agricole, celui-ci constitue une *opportunité* pour les femmes du fait qu'il leur offre la possibilité de gagner plus d'argent. Toutefois, cet accès marque une amplification du phénomène de femmes assumant la responsabilité économique principale au sein du ménage. L'irruption des femmes dans le monde du travail accroît leur visibilité au sein de la famille comme agents économiques. Par leur sens du devoir familial, les femmes se sentent responsables pour leur survie et celle des leurs. Pour reprendre les approches naturalistes, les femmes se trouvent en train d'assumer le rôle de pourvoyeuse de revenu

auquel elle n'était pas naturellement destinée. Ce rôle de femme pourvoyeuse de revenu bouscule les institutions patriarcales dont les normes et valeurs traditionnelles ont jusque-là facilité la domination masculine, les rapports inégalitaires entre les sexes et l'invisibilité des femmes dans la vie publique (Mimche, Njoa, 2014).

Nombre de femmes interrogées se sont investies depuis longtemps dans ce processus migratoire pour le travail agricole qui leur *garantit* un revenu, alors que d'autres ne sont qu'au début de ce mouvement à faire leur chemin dans ce domaine. Cependant, cette « aventure migratoire » représente une expérience en deçà de leur aspiration pour une vie meilleure ; néanmoins, elles constatent que leur situation de pauvreté d'auparavant s'est atténuée progressivement et que leur situation actuelle est mieux que celle d'auparavant.

Les femmes voient que leur migration est positive du fait qu'elles ont passé d'un travail non rémunéré au sein des exploitations familiales (aides familiales) souvent considéré comme extension des tâches ménagères à un travail rémunéré ; un mécanisme pour rétablir leur pouvoir socio-économique au sein du foyer. Ainsi, bien qu'il soit difficile d'établir un profil « type » des femmes ouvrières agricoles suite à leurs contextes socioculturels et leurs statuts personnels différents, ces dernières assimilent qu'elles se trouvent au centre du processus socioéconomique du foyer et assurent la principale source de revenu de ménages ; ceci les confine à la position familiale de femme cheffe de ménage sans se déclarer officiellement cheffe de ménage.

La participation des femmes au marché du travail laisse présager le degré de sa contribution aux ressources du ménage et son apport au revenu total du ménage. Ceci nous pousse à se demander sur la redistribution des revenus au foyer et si cela peut améliorer ou non la situation des membres du ménage.

6. Le revenu au sein du ménage : Revenu à soi, Revenu familial ?

Au sein du ménage, il est généralement admis que les activités économiques sont destinées à assurer le développement du capital familial et que ses membres ne cherchent pas à acquérir un gain financier pour leur compte mais au contraire à renforcer l'accroissement du négoce familial. Lors des entretiens, la distribution des revenus familiaux a fait émerger trois modèles différents : la mise en commun, le partage des dépenses et l'épargne.

Nombre d'ouvrières ont insisté sur l'idée que leurs revenus sont mis en commun ou ce qui est connu par « *la caisse du foyer : ce qui est à moi est à lui* ». Cette caisse de foyer correspond à un modèle unitaire où les revenus sont mis en commun : il sert pour le loyer, les factures d'eau, d'électricité et d'alimentation. Quant au reste du revenu, il est absorbé par les fournitures scolaires des enfants, l'achat des vêtements, l'aménagement de la maison, le remboursement de dettes et les cotisations pour les tontines qui servent aussi aux dépenses du foyer (fêtes et cérémonies surtout) ou pour les périodes de *crise* telles que les soins médicaux. Ce modèle permet en effet d'équilibrer les dépenses lorsque les revenus des femmes deviennent irréguliers suite à la saisonnalité du travail agricole et sa flexibilité.

Le partage des dépenses est aussi un modèle de gestion dont les couples dépendent. Ils se partagent les dépenses alors que tout un arrangement se met en place. À titre d'exemple, pour le cas de Fatima (36 ans), au moment où son mari (ouvrier permanent) s'occupe de toutes les dépenses du foyer, son revenu est destiné totalement à un projet immobilier :

« Mon mari a hésité dans un premier temps à acheter un logement. J'ai essayé de le convaincre... mais enfin tout un arrangement s'est mis en place. Je lui ai proposé que je m'occupe du remboursement des crédits alors qu'il s'occupe des dépenses du foyer à condition que lmilkiya (la propriété) soit à nous deux et ça a réussi ».

Il est remarquable donc que l'accès au revenu des femmes entraîne des changements aux rôles décisionnels entre les conjoints et permet une interdépendance dans la prise de décision pour ce qui est des projets familiaux. Ceci correspond en effet à une augmentation du pouvoir de négociation au sein du foyer et qui est due bien évidemment à l'accroissement de contribution économique féminine.

Cependant, ce modèle de partage des dépenses peut entraîner des inégalités en matière de distribution de revenu. Si l'accroissement du rôle économique des femmes va en pair avec l'accroissement des responsabilités dans le maintien de l'équilibre économique du ménage, ce statut a pu servir, dans certains cas, de prétexte à l'homme pour réduire sa contribution au budget familial, voire, son désengagement. À titre d'exemple, Malika (42 ans) une ouvrière agricole affirme qu'elle s'occupe de toutes les dépenses au sein du foyer sauf l'alimentation :

« Mon mari travaille comme ouvrier dans une ferme. Il s'occupe uniquement de la Qouffa (alimentation) le jour du souk pour faire les provisions nécessaires. Il se procure les éléments nécessaires à la vie quotidienne sinon rien d'autre. Pour moi je m'occupe de tout le reste des dépenses du foyer, le

remboursement de dettes, les fournitures scolaires de mon fils aînés au village et de mon fils à l'école ici près du douar, leurs vêtements, les factures de l'eau, de l'électricité, le voyage. Pour la construction de ce logement, j'ai effectué des micro-crédits que je paye par les cotisations de la tontine... j'ai évité le risque de son irresponsabilité concernant l'épargne et le remboursement des crédits... il m'a aidé uniquement à l'achat du lot c'est pourquoi l melkiya (la propriété) est à nous deux... imagines ! Même le mouton de l'Aid lekbir, c'est moi qui l'a payé dernièrement ».

Dans ce cas, il se montre que le revenu généré par les femmes a déresponsabilisé davantage les conjoints et a augmenté la pression sur les femmes pour qu'elles dépensent tout revenu auquel elles ont accès. Les conjoints pourraient donc tout à fait retirer de leur contribution au profit de leurs dépenses ou des projets personnels. La contribution économique des femmes pourrait aller dans le sens d'inégalité des dépenses entre le couple

Il est important de signaler que le travail économique des femmes constitue une part importante du revenu familial. Rares sont les femmes en couple qui ont évoqué qu'elles font l'épargne pour des objectifs personnels. Ce dernier constitue pour elle une accumulation productive qui sert comme un moyen de résoudre des problèmes financiers « *dwayer zman* » ou comme un bien individuel.

À travers ces trois modèles de répartition du revenu, la notion de l'autonomie économique des femmes devient centrale. Il est possible de penser que le travail agricole leur a permis de pouvoir s'affirmer au sein de la structure familiale et leur a permis de contrôler les ressources (la propriété de la maison à titre d'exemple, la gestion). Qui plus est, si l'autonomie économique renvoie à la capacité à subvenir leurs propres besoins financiers et au pouvoir de décider comment utiliser ses ressources, on trouve que l'apport économique des femmes a abouti à une reconfiguration des rapports de genre. En d'autres termes, les conjoints ne sont plus les seuls à décider de la gestion des ressources familiales et dans l'organisation du budget familial toutefois ce qui se pose c'est que ceci a entraîné la fuite des conjoints des responsabilités économiques.

7. Conclusion :

Aidées par un certain nombre de facteurs sociaux et économiques, les femmes rurales ont pu reconfigurer leur statut traditionnel social de femme aide familiale au sein de l'exploitation familiale (Kelodjoue, 2005) et l'enrayer par des mobilités de travail. Le travail agricole constitue donc une opportunité pour ces femmes pour générer un revenu. Mais ce n'est pas

pour autant que les conditions des femmes s'améliorent. En raison de ses conditions et sa flexibilité et l'instabilité du revenu qui en engendre, les femmes se trouvent affectées et maintenues dans une situation de précarité, de vulnérabilité et dans l'incertitude financière.

Toutefois, l'incursion des femmes dans le travail a participé à une inversion de la division des responsabilités au sein de la famille et du couple en particulier. L'accès des femmes au revenu est vu comme un moyen qui donne aux femmes un statut au sein du foyer et à un rôle plus grand dans la prise de décision. Cependant, Les femmes se trouvent au centre du processus socioéconomique du foyer et se trouvent sous la pression pour générer un revenu qui maintient l'équilibre économique du foyer.

L'accès au revenu a offert donc aux femmes la possibilité d'augmenter leur autonomie et d'atténuer leur vulnérabilité économique. Toutefois, cette *pseudo-autonomie* peut à tout moment être redéfini et renégocié en fonction du travail offert lui-même du fait qu'il est précaire et qui ne répond pas aux exigences d'une activité professionnel qualifiée, stable et bien rémunérée.

Bibliographie :

- AIT BEN LMADANI, F. (2012). Femme et émigration marocaine : Entre invisibilisation et survisibilisation : pour une approche postcoloniale. *Hommes et migrations*, 1300, pp 96-103.
- CHUNG, E., GUÉNARD, C. (2012). Mobilités, vulnérabilité et capital social : une analyse en milieu rural sénégalais. Document de travail UMR DIAL DT/2012-16.
- COMOË, E. F. (2005). Femmes et migration en Côte d'Ivoire : le mythe de l'autonomie. *Étude de la population africaine vol.20 n°1* pp 89- 117.
- DELAUNAY, D. (2007). Les relations entre la pauvreté et les mobilités : Usage critique des microdonnées censitaires, in *Actes de la Chaire Quetelet 2007 : Dynamiques de pauvretés et vulnérabilités. Mesures et processus explicatifs en démographie et en sciences sociales*. Institut de démographie et société, Université catholique de Louvain.
- FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, (2011). Rapport sur la pauvreté rurale : Nouvelles réalités, nouveaux défis : de nouvelles chances pour la prochaine génération.
- HILLENKAMP, I., (2011). Genre, systèmes agraires et vulnérabilités alimentaires : une analyse nécessaire, in Verschuur, C.(Dir.), *Du grain à moudre. Genre, développement rural et alimentation*. pp367-443. Acte des colloques genre et développement. Berne : DDC-Commission nationale suisse pour l'UNESCO ; Genève : IHEID.
- JACQUEMIN, M. ET GUETAT-BERNARD, H. (2011). Rapports de genre, systèmes de mobilité spatiale et développement rural des suds, *Géocarrefour*, vol.88/2, pp91-95.
- KELODJOUË, S. (2005). Migrations agricoles féminines, sécurité alimentaire et potentiel de dégradation de l'environnement dans une zone densément peuplée des Hautes Terres de l'Ouest Cameroun. XXVe congrès international de la population de l'Union Internationale pour l'Étude Scientifique de la Population. Session 9, Séance 51.
- LAROUCI, A. (2003). La femme rurale dans l'exploitation familiale nord-ouest de la Tunisie. Pour une sociologie des ruptures, L'Harmattan.
- MIMCHE, H. ET NJOYA MAMA, M. (2014). La circulation migratoire des élites économiques féminines dans les Grassfields, in Ribas- Mateos, N. et Manry, V. (eds.), *Mobilités au féminin. La place des femmes dans le nouvel état du monde*. (pp 155- 180). Karthala Éditions.

- MORENO NIETO, J. (2012). « Faut-il des mains de femmes pour cueillir les fraises ? » Dynamique de la gestion de la main-d'œuvre et du travail dans le secteur fraisier du périmètre irrigué du Loukkous -Maroc. *Études et Essais du Centre Jacques Berque n° 11*.
- MOROKVASIC, M. (2008). Femmes et genre dans l'étude des migrations : un regard rétrospectif. *Les cahiers du CEDREF. n° 16* pp 33-56.
- OSO CASAS, L. (2004). Femme, actrices des mouvements migratoires, in Reysoo, F. Verschuur, C. *Femmes en mouvement* (pp165- 193). Iuéd, Genève.
- OSO, L. (2000). L'immigration en Espagne des femmes chefs de famille. *Les cahiers du CEDREF. n° 8-9* pp 89-140.
- ROULIN, E. (2007). Le désenclavement d'une culture séculaire : l'ouverture au monde par les jeunes Dogon du Sarnyéré, in *Actes de la Chaire Quetelet 2007 : Dynamiques de pauvretés et vulnérabilités. Mesures et processus explicatifs en démographie et en sciences sociales*. Institut de démographie et société, Université catholique de Louvain.